

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/RL/M/6
18 mars 2003

(03-1576)

Groupe de négociation sur les règles

Original: anglais

RAPPORT RÉSUMÉ DE LA RÉUNION QUI S'EST TENUE LES 3, 6 ET 7 FÉVRIER 2003

Note du Secrétariat

1. Le Groupe de négociation sur les règles a tenu une réunion formelle les 3, 6 et 7 février 2003.
- A. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR
2. Le Groupe a adopté l'ordre du jour ci-après:
 - A. Adoption de l'ordre du jour
 - B. Accords commerciaux régionaux
 - C. Antidumping
 - D. Subventions et mesures compensatoires, y compris les subventions aux pêcheries
 - E. Autres questions

- Dates des réunions formelles du Groupe avant Cancún
- B. ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX
3. Le Président a proposé de donner aux participants la possibilité d'exprimer leurs vues ou de faire des observations de manière formelle, puis de passer aux discussions informelles. Il a noté que depuis la précédente réunion formelle, le Groupe de négociation sur les règles ("le Groupe") n'avait reçu aucune nouvelle communication sur les ACR. À la demande du Groupe, le Secrétariat avait récemment diffusé une note intitulée "*Terminologie utilisée et processus intervenant aux différentes étapes de la conclusion d'un accord commercial régional*" (JOB(03)/5); le travail au Secrétariat avançait sur l'autre note qui lui avait été demandée concernant les possibilités d'"antériorité" et de rétroactivité pour l'application des règles. Le Président a renvoyé à la version révisée de l'*aide-mémoire* qu'il avait diffusée de manière informelle et a dit qu'il espérait qu'elle serait utile pour le débat. Personne n'ayant demandé la parole, le Président est passé à la phase informelle de la réunion.
- C. ANTIDUMPING
4. Le débat a porté sur sept communications se rapportant en totalité ou en partie à ce point de l'ordre du jour.
5. Le premier document soumis au débat, intitulé "Déclaration des hauts responsables concernant les négociations sur les mesures antidumping" (TN/RL/W/63), était à l'initiative de

15 participants. Les auteurs avaient présenté une déclaration à la suite d'une réunion des hauts responsables qui avait eu lieu le 5 février 2003. La déclaration mettait l'accent sur l'importance des négociations sur les mesures antidumping pour assurer la libéralisation globale de l'accès aux marchés et le succès du Programme de Doha pour le développement. Les hauts responsables déclaraient que le recours abusif aux mesures antidumping, l'imposition de mesures antidumping incompatibles avec l'Accord antidumping et le protectionnisme croissant nuisaient gravement aux intérêts économiques légitimes et aux objectifs de développement, tant au niveau national qu'au niveau international. Les hauts responsables réclamaient l'amélioration des règles actuelles pour empêcher le recours abusif et le mauvais usage des mesures antidumping, empêcher que les enquêtes imposent une charge excessive, accroître la transparence, la prévisibilité et l'équité des procédures antidumping et tenir compte des besoins spéciaux des pays en développement Membres.

6. Le deuxième document présenté était intitulé "Quatrième contribution au débat du Groupe de négociation sur les règles au sujet des mesures antidumping" (TN/RL/W/46) et le même groupe de 15 participants en était à l'origine. Ses auteurs expliquaient que l'article 15 de l'Accord antidumping, en ce qui concernait le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement Membres, visait l'un des domaines les plus importants identifiés pour la négociation. Bien que la disposition de l'article 15 ait un caractère impératif, les termes utilisés étaient trop génériques d'où il résultait de très graves lacunes qu'il convenait de traiter de façon appropriée. Pour rendre cet article pleinement opérationnel, les auteurs suggéraient que des dispositions pourraient être élaborées d'une part pour illustrer différentes façons de "prendre spécialement en considération" et les "solutions constructives" que devraient explorer les autorités du pays développé, et d'autre part pour indiquer les procédures à suivre dans chaque cas.

7. De nombreux participants ont souligné combien il était important de rendre l'article 15 pleinement opérationnel. Une certaine déception a été exprimée en constatant le blocage sur cette question dans le contexte de la mise en œuvre. Un participant, bien qu'appuyant les efforts déployés pour clarifier cette disposition, a estimé que l'article 15 avait trait à l'application des mesures antidumping et ne prescrivait pas de prendre en considération les procédures visant à déterminer si les mesures antidumping étaient justifiées. Un autre participant estimait intéressantes les discussions qui avaient eu lieu au Comité antidumping dans le contexte du cadre de la mise en œuvre et a proposé de poursuivre le débat au Groupe en se fondant sur le travail effectué au Comité. Un participant a rappelé au Groupe la proposition qu'il avait présentée au Comité antidumping au sujet des procédures relatives aux engagements en matière de prix et a demandé si les auteurs avaient l'intention d'aller au-delà du mandat de Doha et de modifier le texte de l'article 15. Un autre participant a estimé que l'article 15 était l'une des importantes dispositions qu'il fallait renégocier, mais qu'elle n'était pas la seule dans ce cas. Il a ajouté que l'objectif ultime serait de resserrer les règles actuelles et réduire, voire éliminer, l'usage abusif des mesures antidumping, en tenant compte des liens unissant ce procédé et le processus de libéralisation de l'accès aux marchés.

8. Le troisième document présenté était intitulé "Traitement des renseignements confidentiels et des renseignements non confidentiels au titre de l'article 6.5 de l'Accord antidumping de l'OMC" (TN/RL/W/44). Son auteur convenait avec l'auteur du document TN/RL/W/35 que l'article 6 de l'Accord antidumping et l'article 12 de l'Accord SMC avaient besoin d'être clarifiés et améliorés dans ce domaine. Les fondements de la demande de traitement confidentiel des renseignements dans le cadre de l'Accord antidumping pouvaient être source de confusion et conduire à des demandes injustifiées de traitement confidentiel, et l'Accord antidumping ne donnait aucune directive quant aux moindres délais pour verser un résumé non confidentiel au dossier public. Le document suggérait qu'en examinant ces questions le Groupe tienne compte du travail effectué au Comité antidumping par le Groupe informel sur la mise en œuvre et examine si la liste exemplative dressée par ce groupe pourrait être utile pour clarifier les dispositions concernées.

9. Divers participants ont exprimé leur accord sur de nombreux aspects de cette communication. Un participant est convenu qu'il était possible de clarifier et d'améliorer l'Accord antidumping et l'Accord SMC en fixant un délai pour la fourniture aux parties intéressées du résumé non confidentiel des communications et en définissant les renseignements qui pourraient être considérés comme confidentiels. Le document soulevait également la question de savoir s'il serait nécessaire de modifier l'Accord antidumping de manière à y incorporer la liste exemplative. Un autre participant s'est félicité de la proposition de donner des directives pour les résumés non confidentiels en utilisant des indices à titre d'exemples. Il partageait la vue de l'auteur selon laquelle il pourrait être profitable de faire fond sur le travail effectué au Groupe informel sur la mise en œuvre, pour clarifier quel type d'information pourrait être considéré comme confidentiel. Ce participant était intéressé par la clarification de la distinction entre les renseignements qui étaient confidentiels par nature et ceux qui étaient fournis à titre confidentiel. Un autre participant a fait valoir que la clarification des règles concernant les renseignements confidentiels et les résumés non confidentiels donnerait des garanties systémiques et une possibilité suffisante pour les parties intéressées de défendre leurs intérêts. À la fin du débat, l'auteur du document a souligné l'importance de cette question, en renvoyant à l'expérience de ses autorités compétentes dans ce domaine. Il était ouvert quant à la manière dont sa proposition pourrait être mise en œuvre.

10. Le quatrième document présenté était intitulé "Présentation du Canada concernant l'entente sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994" (TN/RL/W/47). L'auteur a expliqué que sa présentation s'articulait autour de trois thèmes principaux. Le premier était la transparence et l'équité des procédures. Le document identifiait quatre domaines où des clarifications et des améliorations étaient nécessaires. Il s'agissait de l'ouverture des enquêtes, de l'accès des parties intéressées aux renseignements, des audiences publiques, et du droit à la fourniture des explications suffisantes des déterminations et décisions par l'autorité chargée de l'enquête. Le deuxième thème avait trait à la prévisibilité des mesures antidumping et au moyen de faire en sorte que ces mesures n'entravent pas indûment le commerce légitime. Ce thème englobait à la fois des aspects spécifiques des mesures antidumping (par exemple, la répartition des coûts) et des aspects pertinents à la fois de l'Accord antidumping et de l'Accord SMC (par exemple, le produit similaire et la branche de production nationale). L'auteur a noté que l'harmonisation de l'Accord antidumping et de l'Accord SMC, selon qu'il conviendrait, favoriserait la convergence des pratiques et la prévisibilité, et il a suggéré d'explorer la possibilité de codifier les recommandations du Comité antidumping. Le troisième thème concernait l'amélioration de l'efficacité des mesures antidumping et la limitation de leur application parfois injustifiée. Enfin, l'auteur suggérait d'explorer à la fois les causes et les conséquences des mesures antidumping. L'exploration des causes pourrait impliquer l'exploration des situations dans lesquelles un exportateur faisait l'objet d'enquêtes dans un certain nombre de pays, alors que l'exploration des conséquences proposait qu'on puisse examiner l'intérêt public dans les enquêtes antidumping et les enquêtes en matière de droits compensateurs.

11. De nombreux participants se sont félicités de la présentation, plusieurs participants notant leur appui à certaines propositions et notant des similitudes entre ces propositions et les leurs. Certaines délégations ont appuyé la proposition de codifier les recommandations du Comité antidumping et les interprétations des règlements des différends, mais des questions ont été soulevées concernant les critères pour choisir les recommandations/interprétations à codifier. Il a été observé que les recommandations étaient souvent un plus petit dénominateur commun et qu'en conséquence, elles ne devraient être qu'un point de départ pour le travail du Groupe. Plusieurs délégations se sont félicitées des réflexions de l'auteur sur les pratiques ayant des effets de distorsion sur le commerce et la question du dumping à répétition. Il a été cependant noté que le dumping à répétition constaté pouvait découler de conditions sans rapport avec les pratiques des pouvoirs publics (par exemple, de la récession) ou de la manière dont les mesures antidumping étaient utilisées; que l'Accord antidumping ne se penchait pas sur les causes du dumping, et que les mesures antidumping étaient la seule "action spécifique" de lutte contre le dumping autorisée par l'Accord antidumping.

12. Des questions ont été soulevées et/ou des observations ont été faites au sujet de nombreuses propositions parmi celles énoncées dans les présentations. S'agissant d'un mécanisme de contrôle rapide pour l'ouverture des enquêtes en matière de dumping et/ou de droits compensateurs, la question a été posée de savoir si les enquêtes pourraient être suspendues pendant les procédures rapides. La question a été posée de savoir si, au cas où les droits seraient remboursés en cas de décision défavorable, il serait approprié de fixer un délai pour la contestation. Concernant les normes pour l'ouverture de l'enquête, il a été demandé comment on pouvait s'attendre, au stade de l'ouverture de l'enquête, à ce qu'une autorité chargée de l'enquête connaisse les facteurs autres que le dumping qui pouvaient contribuer au dommage invoqué, dans la mesure où les facteurs autres étaient normalement portés à l'attention des autorités chargées des enquêtes au cours du déroulement de l'enquête. Il s'est également posé la question de savoir si la charge de la preuve devrait incomber aux autorités chargées de l'enquête afin qu'elles corrigent les demandes déficientes ou si la portée des renseignements à examiner devrait être plus clairement définie. Il a été demandé d'expliquer pourquoi l'article 6.2 n'était pas approprié dans le domaine des audiences publiques. Les problèmes rencontrés par les branches de production fragmentées, particulièrement dans le secteur agricole, ont été continuellement mis en avant. Il a été observé qu'en raison des difficultés à définir le concept d'"intérêt public", on devrait laisser à chaque Membre le soin de le faire. Il a été indiqué que la règle du droit moindre était une obligation découlant de l'article 9.1 et que le Groupe devrait se centrer sur la méthode de mise en œuvre de cette règle. Il a été noté que les lacunes présentées par les règles rendaient difficile l'établissement par l'OMC de disciplines relatives aux divers réexamens.¹

13. Le cinquième document présenté, intitulé "Mesures antidumping dans le secteur des textiles et des vêtements: Expériences et préoccupations des pays en développement Membres" (TN/RL/W/48), était à l'initiative de 18 participants. Les auteurs avaient déclaré que le document était sans préjudice de toute autre communication au Groupe. L'intention des auteurs était d'appeler l'attention du Groupe sur certaines pratiques protectionnistes de la part d'autres participants, et d'exposer clairement les besoins des pays en développement Membres. Les auteurs soulignaient l'importance du secteur des textiles et des vêtements pour de nombreuses économies en développement. Ils notaient que les textiles faisaient déjà l'objet de restrictions et exprimaient leur inquiétude que les contingents puissent simplement être remplacés par des mesures antidumping. Ils rappelaient le paragraphe 4.2 de la Déclaration ministérielle sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre et s'interrogeaient quant aux moyens appropriés de rendre cette décision effective. Les auteurs exprimaient leur préoccupation concernant les enquêtes antidumping à répétition dans ce secteur, la durée de certaines enquêtes et l'effet décourageant des ouvertures d'enquêtes antidumping injustifiées sur les exportations de produits textiles et de vêtements des pays en développement Membres. Les auteurs exhortaient le Groupe à clarifier et améliorer les disciplines relatives à l'ouverture des enquêtes pour empêcher le recours abusif aux mesures antidumping.

14. Un participant dont les pratiques étaient citées dans le document a partagé un grand nombre des conclusions des auteurs concernant l'ouverture d'enquêtes injustifiées, mais a contesté certaines représentations factuelles dans la communication, notant que certaines des enquêtes antidumping citées remontaient à plus de cinq ans et qu'il n'y avait plus à présent matière à appliquer des droits antidumping. Le participant a contesté le fait que les sociétés exportatrices des pays en développement Membres étaient nécessairement des petites et moyennes entreprises, étant donné que dans divers cas les sociétés interrogées étaient des acteurs au niveau mondial. Le participant n'était pas d'avis que la clôture d'une enquête sans imposition de mesures impliquait que l'ouverture en soi était injustifiée. Un autre participant dont les pratiques étaient citées dans le document a demandé si les auteurs proposaient que les disciplines antidumping soient déclinées par secteur. Il a noté qu'une des mesures antidumping citées avait été révoquée et qu'au cours de ces dix dernières années, il n'avait pas prélevé de droits antidumping sur les produits du textile et des vêtements.

¹ Certaines de ces questions ont été par la suite présentées par écrit au Groupe. Voir les documents TN/RL/W/62 et 65.

15. Le sixième document présenté était intitulé "Contournement" (TN/RL/W/50). L'auteur notait que le contournement était un problème que les Ministres, à Marrakech, avaient désigné comme étant un domaine où des travaux restaient à faire et où il était souhaitable que des règles uniformes puissent être applicables aussitôt que possible. L'auteur estimait que le travail réalisé jusqu'ici au Groupe informel sur l'anticonournement avait aidé à comprendre la nature du contournement, mais n'avait pas réussi à résoudre le problème, et que dans la mesure où le mandat concernant les négociations sur les règles mentionnait la nécessité de préserver l'efficacité des Accords antidumping et SMC, ce groupe devrait également travailler sur la question. L'auteur estimait que c'était une "zone grise" inadmissible dans l'Accord antidumping, en vertu de laquelle les Membres prenaient des mesures de manière plus ou moins transparente. Il a exhorté le Groupe à achever le travail prescrit à la fin du Cycle d'Uruguay et à traiter cette question en tant que priorité majeure dans les négociations.

16. En réaction à cette présentation, des vues divergentes ont été exprimées. Plusieurs participants ont convenu que le travail sur le contournement était important et devrait se poursuivre à la fois dans ce groupe et dans le Groupe informel sur le contournement, tandis qu'un autre participant a estimé que le présent groupe ne devrait pas élaborer de règles tant que le Groupe informel n'aurait pas achevé son étude sur la question. Il a été observé que, comme l'auteur l'avait proposé, les règles anticonournement concernant les mesures antidumping et les droits compensateurs devraient être harmonisées. Un participant a noté que le contournement sous forme de fraude douanière faisait déjà l'objet de disciplines, qu'il existait une mince ligne entre les pratiques commerciales légitimes et les autres formes dites de contournement, et qu'il fallait veiller attentivement à ne pas affaiblir les disciplines antidumping. Un autre participant a estimé que la formulation de disciplines inappropriées en matière d'anticonournement pourrait être préjudiciable à l'investissement, et que même dans le cas de contournement il fallait procéder à une nouvelle enquête. La question du lien entre l'anticonournement et les règles d'origine a également été soulevée.

17. Le septième et dernier document présenté dans cette série était intitulé "Exposé de position devant être présenté par la République arabe d'Égypte au sujet de la Déclaration de Doha concernant les négociations sur l'Accord antidumping" (TN/RL/W/55). L'auteur rappelait que le mandat énoncé au paragraphe 28 de la Déclaration ministérielle de Doha était clair, et que le Groupe ne devait pas aller au-delà de ce mandat. L'auteur estimait que de nombreux Membres en développement et Membres moins avancés, en tant que nouveaux utilisateurs de mesures antidumping, disposaient de ressources, de capacité et d'expériences limitées pour mettre en œuvre les nouvelles règles excessivement compliquées qui pourraient découler de toutes modifications apportées à l'actuel Accord antidumping. Il soulignait l'importance de maintenir un certain degré de flexibilité pour les autorités de ces Membres chargées des enquêtes. Le recours accru des nouveaux utilisateurs à des mesures antidumping n'était pas le signe d'un usage abusif mais l'indication que ces Membres exerçaient maintenant leurs droits légitimes.

18. Un participant a admis les préoccupations de l'auteur; il a estimé que la présentation était une contribution utile de la part d'un pays en développement Membre, et il a invité les autres participants à tirer parti de l'expérience de l'auteur. Un autre participant a apprécié que l'auteur reconnaisse qu'il fallait tenir particulièrement compte des Membres en développement et les moins avancés.

19. À la suite de l'examen des nouvelles communications, un débat approfondi a porté sur divers documents complémentaires contenant des observations, des questions et réponses aux questions présentées au sujet des documents ou des débats précédents.

20. Des questions ont été posées et des observations ont été faites au sujet d'un document examiné précédemment par le Groupe et qui était intitulé "Procédures d'enquête prévues par l'Accord antidumping et l'Accord sur les subventions" (TN/RL/W/35). Deux participants avaient formulé des questions/des observations écrites dans des documents intitulés respectivement "Observations de l'Australie sur le document des États-Unis intitulé Procédures d'enquête prévues par l'Accord

antidumping et l'Accord sur les subventions (TN/RL/W/35)" (TN/RL/W/43) et "Observations de l'Égypte concernant les contributions présentées dans le cadre des négociations de Doha sur l'Accord antidumping" (TN/RL/W/56). Outre cela, des observations ont été faites et des questions ont été posées oralement au sujet des principes de l'équité des procédures; de la réduction du coût des enquêtes; de la tenue des dossiers publics; et de l'accès aux renseignements et résumés non confidentiels. Il a été observé que, si l'équité en matière de procédure était importante, il n'en existait pas moins un problème en ce qui concernait la réduction des coûts des enquêtes antidumping. Il a été demandé à l'auteur de fournir des renseignements supplémentaires sur son système d'Ordonnance conservatoire administrative.

21. Un participant a posé des questions écrites concernant une communication précédente reproduite dans un document intitulé "Observations de l'Australie sur la communication du Maroc concernant l'Accord antidumping et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (document TN/RL/W/36)" (TN/RL/W/60). Ce participant, entre autres choses, souhaitait des éclaircissements sur la vue de l'auteur concernant la portée du mandat relatif aux négociations, et demandait si l'auteur estimait nécessaire d'accorder aux petites économies un traitement spécial et différencié comme des enquêtes antidumping accélérées. Un autre participant est convenu avec l'auteur du document TN/RL/W/36 que les mesures commerciales correctives représentaient un élément fondamental de l'équilibre du système commercial multilatéral et que rompre cet équilibre signifierait l'affaiblissement de l'ensemble du système.

22. De nombreuses questions complémentaires orales et écrites ont porté sur une présentation précédemment discutée intitulée "Communication des États-Unis – Concepts et principes fondamentaux des règles concernant les mesures correctives commerciales". L'auteur avait répondu aux questions écrites dans un document intitulé "Réponses aux questions posées aux États-Unis sur le document TN/RL/W/27" (TN/RL/W/53). L'auteur avait également reçu des questions écrites supplémentaires dans un document intitulé "Questions se rapportant à la note des États-Unis sur les concepts et les principes fondamentaux des règles concernant les mesures correctives commerciales" (TN/RL/W/51). Ces questions étaient centrées sur l'identification de l'objectif premier des négociations sur l'antidumping dans le cadre du mandat de Doha et sur l'affirmation que le dumping avait des liens avec les "interventions inappropriées des pouvoirs publics". L'auteur avait répondu que les pratiques faussant les échanges et les mesures correctives commerciales ne s'excluaient pas mutuellement et que le mandat de Doha indiquait que ces questions devraient être abordées simultanément.

23. Le même auteur a répondu aux questions écrites concernant le Processus à haut niveau de l'OCDE sur l'acier ("Questions posées aux États-Unis à propos du document TN/RL/W/24" (TN/RL/W/42)). L'auteur estimait que le Groupe de haut niveau avait pris la décision importante en décembre 2002 de "commencer à définir les éléments d'un accord visant à réduire ou à éliminer les subventions accordées à tous les niveaux d'administration qui ont des effets de distorsion sur les échanges d'acier, en tenant compte des accords et systèmes multilatéraux existants, ainsi que des besoins des pays en développement." À cet égard, il a renvoyé au communiqué présenté au présent groupe dans le document TN/RL/W/49. L'auteur estimait, en fin de journée, que l'OMC était un cadre approprié pour élaborer des disciplines concernant les subventions accordées à l'acier, mais considérait le processus de l'OCDE comme un moyen de faire avancer le travail de manière à faciliter son intégration dans le programme d'ensemble du travail de l'OMC. Il était difficile de prévoir la manière dont les résultats du processus de l'OCDE pourraient être pris en compte dans le cadre du présent groupe et cela dépendait de la décision collective de tous les Membres de l'OMC. L'auteur espérait qu'on pourrait au moins informer les Ministres à Cancún et leur faire connaître les résultats du processus de l'OCDE lorsqu'ils examineraient les progrès effectués jusque-là dans les négociations sur les règles et donneraient de nouvelles directives pour le travail du présent groupe. Il était prématuré de décider si les disciplines seraient génériques par nature ou limitées aux questions de l'acier, mais si on estimait qu'il valait la peine d'établir des disciplines spécifiques pour l'acier et que celles-ci

n'affecteraient pas l'équilibre de l'ensemble de l'Accord SMC, on ne voyait pas bien pourquoi on ne pourrait pas les intégrer dans cet accord. L'auteur estimait que la dimension développement était importante, mais qu'il ne serait pas facile d'en faire l'analyse tant qu'on n'aurait pas une meilleure idée des règles et disciplines de base.

24. Plusieurs participants ont pleinement appuyé le processus de l'OCDE. Deux participants ont cependant noté que l'OMC était un cadre multilatéral et que les Accords de l'OMC n'étaient généralement pas établis par secteur. Inversement, l'OCDE jouait un rôle dans l'élaboration de disciplines applicables dans des secteurs particuliers entre les pays pour lesquels ces secteurs présentaient un intérêt particulier. Du fait des différences en termes de structures institutionnelles et d'expériences existant entre l'OMC et l'OCDE, les discussions sectorielles sur l'acier entre les pays pour lesquels ce produit présentait un intérêt particulier, y compris plusieurs non-Membres de l'OMC, seraient mieux placées dans le cadre de l'OCDE.

25. Un participant a répondu aux questions posées dans les documents intitulés "Deuxième série de questions des États-Unis sur les documents présentés au Groupe de négociation sur les règles" (TN/RL/W/34) et "Questions des États-Unis sur les documents présentés au Groupe de négociation sur les règles" (TN/RL/W/25). Il a clarifié qu'il n'avait pas proposé qu'il soit établi un ordre hiérarchique dans la détermination des bénéfices au titre de l'article 2.2.2, mais qu'il soit appliqué un critère du caractère raisonnable des bénéfices au titre des options 1 et 2 de l'article 2.2.2 de l'Accord antidumping. Il a défini la marge de dommage comme étant une quantification du dommage causé à la branche de production nationale par les importations faisant l'objet d'un dumping, et a estimé qu'une méthode possible pour effectuer ce calcul était de faire la différence entre le prix débarqué du produit importé et le prix de vente loyal pour la branche de production nationale. En ce qui concerne les engagements en matière de prix, il a expliqué que des dispositions plus spécifiques à cet égard renforceraient la transparence du processus de proposition et d'acceptation des engagements en matière de prix. Le participant estimait que les mesures antidumping avaient empêché son pays et les autres pays en développement Membres de s'assurer une part dans la croissance du commerce mondial. Concernant la règle du droit moindre, toutes les autorités chargées des enquêtes devraient admettre la règle du droit moindre telle qu'elle figurait à l'article 9.1 de l'Accord antidumping, et la règle devrait être rendue obligatoire au moins dans le contexte de l'article 15 de l'Accord antidumping.

26. D'autres questions et/ou réponses écrites ont été présentées dans les documents intitulés "Réponses aux questions concernant notre première contribution (TN/RL/W/6)" (TN/RL/W/45), "Observations formulées par l'Australie au sujet de la troisième contribution d'un certain nombre de pays (TN/RL/W/29)" (TN/RL/W/59) et "Observations de l'Égypte concernant les contributions présentées dans le cadre des négociations de Doha sur l'Accord antidumping" (TN/RL/W/56).

D. SUBVENTIONS ET MESURES COMPENSATOIRES, Y COMPRIS LES SUBVENTIONS AUX PÊCHERIES

27. Un nouveau document se rapportant en totalité à ce point de l'ordre du jour a été discuté, et des questions et observations complémentaires ont été posées et faites au sujet des communications précédemment présentées au groupe. Deux nouvelles communications se rapportant au point de l'ordre du jour concernant les subventions aux pêcheries ont également été présentées et discutées.

28. Le premier document était intitulé "Règles améliorées de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires – paragraphe 10.2 du document intitulé "Questions et préoccupations liées à la mise en œuvre"" (TN/RL/W/41 et Corr.1). L'auteur a indiqué que le document concernait un domaine essentiel de l'Accord SMC – l'amélioration des règles relatives aux subventions ne donnant pas lieu à une action. Les pays en développement Membres avaient besoin de diversifier leur production et que le recours à des subventions ne donnant pas lieu à une action, en pareils cas, soit un outil de développement légitime.

29. Plusieurs participants ont pris la parole au sujet de ce document. Deux participants ont indiqué que c'était une contribution utile et que les idées avancées pourraient éventuellement résoudre les discordances contenues dans l'Accord SMC, alors qu'un troisième participant a largement appuyé le document à la condition que la catégorie ne donnant pas lieu à une action inclue les subventions dans des domaines comme le développement régional et les améliorations technologiques. Un autre participant a noté que la catégorie ne donnant pas lieu à une action était liée à la présomption de préjudice grave dans l'article 6.1. Selon lui, la série des subventions proposées pour être incluses dans la catégorie ne donnant pas lieu à une action était beaucoup trop vaste et affaiblirait de manière inacceptable les disciplines de l'OMC concernant les subventions, ce qui était contraire au mandat confié au groupe. Un participant a indiqué qu'il émettait des réserves quant à la question de savoir s'il était nécessaire de réintroduire une disposition concernant les subventions ne donnant pas lieu à une action dans l'Accord SMC. Les vues de cet auteur sont plus complètement exposées dans un document intitulé "Observations de l'Australie sur la communication du Venezuela concernant les subventions ne donnant pas lieu à une action au titre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires" (TN/RL/W/61).

30. Certains participants ont fait des observations sur le débat concernant la question du traitement spécial et différencié figurant dans le document TN/RL/W/33. Un participant a noté que le document ne prenait pas en compte la flexibilité dont avaient besoin les pays en développement Membres. Les vues de ce participant sont plus complètement exposées dans un document intitulé "Document de l'Égypte contenant des questions et observations sur les communications présentées dans le cadre des négociations de Doha concernant l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires" (TN/RL/W/57). Un autre participant a expliqué que les dispositions concernant le traitement spécial et différencié avaient pour but de faire en sorte que les règles égales pour tous ne soient pas applicables à des joueurs inégaux. Les programmes d'incitation à l'exportation étaient nécessaires pour compenser les difficultés rencontrées par les exportateurs des pays en développement Membres. L'Accord SMC s'était calqué sur les législations déjà existantes des pays développés Membres et était taillé sur mesure pour être conforme à leurs structures; il était de ce fait nécessaire d'aligner l'Accord sur les besoins et les priorités des pays en développement Membres. Les vues de ce participant étaient plus complètement exposées dans un document intitulé "Intervention de l'Inde au sujet de la communication des États-Unis concernant le traitement spécial et différencié et l'Accord sur les subventions" (TN/RL/W/68). Un autre participant a noté qu'il fallait être prudent car les subventions prohibées accordées par des pays en développement Membres pourraient avoir de graves incidences commerciales sur les intérêts des autres Membres en développement. Il a également été observé qu'il serait intéressant de désigner les Membres qui bénéficiaient du traitement spécial et différencié et dans quelle mesure ils en bénéficiaient.

31. L'auteur du document TN/RL/W/33 a réaffirmé sa vue que les subventions n'étaient généralement pas un bon moyen pour encourager le développement économique. Les avantages de ces politiques étaient souvent surestimés et leurs coûts, y compris l'incidence sur la compétitivité nationale et les ponctions sur les finances publiques, sous-estimées. Au lieu de mettre en œuvre de tels programmes, le soutien public pourrait être dirigé vers le développement du capital humain, le changement des techniques, l'amélioration de l'infrastructure et la mise en place des institutions, ce que n'interdisait aucunement l'Accord SMC. L'OMC pouvait jouer un rôle déterminant dans la promotion des politiques économiques des pays en développement Membres en les intégrant pleinement dans le cadre des disciplines de l'Accord SMC dès que possible.

32. Certains participants ont présenté des communications écrites ou orales sur les questions débattues dans le document TN/RL/W/30. Deux participants ont laissé entendre que la question des subventions "déguisées" et des subventions accordées par des entités contrôlées par l'État était déjà couverte par l'Accord SMC. Sur la question des subventions subordonnées à l'utilisation de produits nationaux, certains ont laissé entendre que l'extension de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC pour couvrir toutes les subventions subordonnées à la valeur ajoutée dans l'industrie nationale serait contraire aux

intérêts des pays en développement Membres. Concernant le financement des exportations, certains ont laissé entendre que la "protection" pour les pratiques de crédit à l'exportation conformément à l'Arrangement de l'OCDE était une mesure discriminatoire et devrait être supprimée. Concernant les notifications, l'idée de sanctionner l'absence de notification a suscité l'expression d'une certaine opposition; le renforcement de l'assistance technique serait une réaction plus appropriée à cet égard. Concernant la question "subventions et environnement", un participant a noté qu'il avait d'autres priorités en termes de mesures ne donnant pas lieu à une action, et que la réintroduction de ce traitement pour les subventions destinées à la protection de l'environnement ne serait acceptable que si on réintroduisait également les autres catégories visées à l'article 8. Une inquiétude a également été exprimée concernant une éventuelle approche en deux étapes pour la négociation sur le traitement spécial et différencié. Les vues d'un participant sont plus complètement reproduites dans le document TN/RL/W/57.

33. L'auteur du document TN/RL/W/30 a expliqué qu'il n'avait jamais proposé d'étendre la "protection" figurant au point k) de la Liste exemplative pour couvrir l'assurance et les garanties, mais qu'il avait simplement suggéré qu'il pourrait être bon de clarifier les règles dans ce domaine. Concernant la question "subventions et environnement", l'auteur a déclaré que l'article 8 s'était avéré inopérant, et qu'il ne cherchait pas à reconduire cet article sous sa forme actuelle. Quant à la question du traitement spécial et différencié, l'auteur a proposé que les pays en développement Membres présentent des propositions plus précises sur ce qu'ils souhaitent que l'ensemble de ces mesures prenne en compte.

34. L'auteur du document TN/RL/W/19 a fourni, dans un document intitulé "Réponses aux questions posées par la Délégation australienne dans le document TN/RL/W/37" (TN/RL/W/64), des réponses aux questions posées par un autre participant dans le document TN/RL/W/37. Les réponses se rapportaient aux articles 11, 11.4, 11.9, 12.4, 12.7, 16 et 19 de l'Accord SMC.

35. Au titre du point de l'ordre du jour concernant les subventions aux pêcheries, deux nouvelles communications ont été présentées. La première était intitulée "Contribution du Japon au débat sur la question des subventions aux pêcheries" (TN/RL/W/52). L'auteur y indiquait qu'il n'avait été donné aucune raison convaincante justifiant un traitement particulier des subventions aux pêcheries du point de vue des effets de distorsion sur le commerce. Il proposait, par conséquent, de discuter des effets de distorsion des subventions aux pêcheries sur le commerce sur une base transsectorielle, dans le cadre de la clarification et de l'amélioration des disciplines prévues par l'Accord SMC conformément au paragraphe 28 de la Déclaration ministérielle de Doha. Comme pour la question de la surexploitation et du développement durable, cet aspect devrait être traité aux réunions ordinaires du Comité du commerce et de l'environnement. Concernant la proposition de classification des différents types de subventions aux pêcheries, cet exercice ne devrait pas être entrepris au groupe tant que la spécificité du secteur des pêcheries n'aurait pas été convenablement démontrée.

36. Le second document présenté était intitulé "Subventions aux pêcheries – Catégorisations possibles" et était à l'initiative de six participants (TN/RL/W/58). Le document exposait différentes approches de la classification des programmes concernant les pêcheries qui avaient été proposées par d'autres organisations ces dernières années. Les auteurs estimaient que le travail au groupe devrait examiner les différentes catégories de subventions, leur nature et leur incidence ainsi que leur situation dans le cadre des disciplines existantes de l'OMC. Tout en ne prônant aucune approche particulière de la classification, les auteurs espéraient que ces diverses approches pourraient fournir un point de départ pour un débat approfondi à la prochaine réunion du Groupe.

37. Un débat a eu lieu sur les deux documents. Un participant a soutenu l'auteur du premier document. Plusieurs autres participants ont défendu l'idée qu'il fallait que le Groupe débattenne des différentes catégories de subventions accordées dans le secteur des pêcheries de façon à analyser leurs effets liés au commerce et leurs autres effets, et à évaluer dans quelle mesure les disciplines existantes

figurant dans l'Accord SMC traitaient ces effets de manière appropriée. C'était exactement ce que les participants étaient en train de faire dans le contexte de l'antidumping et des droits compensateurs. Divers participants ont observé que le paragraphe 28 énonçait clairement le mandat pour traiter les subventions aux pêcheries, et que les tentatives pour renvoyer la question au Comité du commerce et de l'environnement ne visaient qu'à éluder la question. Il a été indiqué qu'il n'y avait aucun désir de préjuger des résultats des négociations, mais qu'il n'était pas possible de remplir le mandat en se penchant sur les spécificités des subventions dans ce secteur. Un participant a noté que les deux documents semblaient aller dans des directions différentes, et que lui-même présenterait prochainement un document.

E. AUTRES QUESTIONS

38. Le Groupe est convenu de tenir sa prochaine réunion du 19 au 21 mars 2003, et de discuter des accords commerciaux régionaux le vendredi 21 mars. Il est en outre convenu de se réunir encore deux fois avant les congés d'été, respectivement du 5 au 7 mai et du 18 au 20 juin 2003, sous réserve de la demande globale en matière de réunions à l'OMC. Le Président a informé les participants qu'il avait également réservé la période du 21 au 23 juillet 2003 pour une réunion supplémentaire du Groupe pour le cas où cela s'avérerait nécessaire.
